

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Toulouse, le 7 juin 2012

Unité Territoriale de la Haute-Garonne et
de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV4

Affaire suivie par : Yann DEFFIN
Réf : YD/2012/N°359

Téléphone : 05 61 15 39 53
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : yann.deffin
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet: ICPE - établissement ECONOTRE à BESSIÈRES

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

Le présent rapport a pour but de présenter le projet de modification de l'arrêté d'autorisation encadrant le fonctionnement de l'unité d'incinération et du centre de tri de déchets non dangereux exploitée par la société ECONOTRE.

Cette modification est nécessaire, suite à la parution de l'arrêté ministériel du 3 août 2010 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux qui a modifié l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Elle intègre également les changements apportés par trois décrets parus en 2010 modifiant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, notamment le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 et par l'Arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

1 DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT ET HISTORIQUE ADMINISTRATIF

L'usine d'incinération des ordures ménagères et le centre de tri du syndicat DECOSET situés à BESSIÈRES sont exploités par la société ECONOTRE.

L'usine est équipée de deux fours à grille de capacité 11,4t/h. Chaque four est combiné avec une chaudière qui récupère sous forme de vapeur d'eau surchauffée à 45 bars, 365°C, l'énergie calorifique produite lors de la combustion des déchets. La vapeur produite alimente un turboalternateur d'une puissance de 17MW produisant de l'électricité.

L'ensemble du site a été initialement autorisé par arrêté préfectoral du 18 janvier 1998. Les capacités de traitement autorisées par cet acte étaient de 155 000 tonnes par an pour les installations d'incinération et de 18 000 tonnes par an pour le centre de tri. Le 5 août 2003, l'exploitant a demandé une augmentation des capacités de traitement de l'incinération pour les amener à 170 000 tonnes par an. Cette extension a été encadrée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005. Le 29 mai 2006, l'exploitant a demandé à étendre les capacités de son centre de tri pour les porter à 30 000 tonnes par an. Cette demande a été réglementée par arrêté complémentaire du 31 janvier 2007.

La mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif à l'incinération des déchets non dangereux, a eu lieu au cours de l'année 2005. Elle a été encadrée par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005. Aujourd'hui, ce site est encadré par l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 modifié.

Les installations classées aujourd'hui autorisées sont les suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation
322-B-4 167-c	A	<p>Incinération des ordures ménagères et autres résidus urbains ;</p> <p>Incinération de déchets industriels provenant d'installations classées, non dangereux.</p>	<p>Four n°1 : Capacité nominale = 11,4 t/h PCI moyen = 9628 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale Pth = 30,5 MW</p> <p>Four n°2 : Capacité nominale = 11,4 t/h PCI moyen = 9628 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale Pth = 30,5 MW</p> <p>Puissance thermique nominale : 61 MW Capacité horaire : 22,8 t/h Capacité annuelle : 170.000 t/an</p>
322-A 167-a	A	<p>Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains ;</p> <p>Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées, non dangereux</p>	<p>Centre de traitement et parc de maturation des mâchefers liés au fonctionnement de l'unité de valorisation énergétique :</p> <p>surface = 4700 m² ; capacité de stockage maximale = 22 000 t</p>
322-B-1	A	Broyage d'ordures ménagères et autres résidus urbains.	<p>Installation de broyage et criblage des mâchefers :</p> <p>Puissance installée = 300 kW</p>
286	A	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et alliages	<p>Déferailage des mâchefers : surface de stockage des métaux = 50 m²</p> <p>Métaux triés sur le centre de tri-conditionnement : surface de stockage des métaux = 100 m²</p>
322-A 167-a	A	Centre de tri de déchets industriels et commerciaux banals et encombrants et de produits issus de collecte sélective auprès des ménages	<p>Chaîne de tri de 30 000 t/an, dont 5000 t/an maximum de déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages</p> <p>Quantité maximale de déchets non triés présente sur le site : 360 tonnes</p>

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation
98 bis-C	D	Ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de caoutchouc, élastomère, polymères, situé à plus de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par un tiers	Plastiques triés sur le centre de tri-conditionnement : stockage maximal des déchets en attente de conditionnement : volume de stockage = 300 m ³ , soit 6 tonnes stockage maximal des déchets triés : volume de stockage = 180 m ³ , soit 165 tonnes
329	A	Dépôt de papiers usés ou souillées	Papier cartons, Tétrabrik triés sur le centre de tri-conditionnement stockage maximal des déchets en attente de conditionnement : volume de stockage = 600 m ³ , soit 125 tonnes stockage maximal des déchets triés : volume de stockage = 865 m ³ , soit 375 tonne
1412-2-b	D	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz liquéfié inflammable	Citerne de gaz d'alimentation des brûleurs d'appoint des fours d'incinération : 31 tonnes de propane stocké
1434-1-b	D	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables	Installation de remplissage des réservoirs des engins d'exploitation fonctionnant au fioul : Débit maximum équivalent = 6 m ³ /h
2564-3	D	Nettoyage, dégraissage, décapage de surface par procédés utilisant des liquides organohalogénés ou solvants organiques	Fontaine à solvant de dégraissage de pièces métalliques de 120 litres
2920-2-b	D	Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 10 ⁵ Pa, ne comprimant pas des fluides inflammables ni toxiques	4 compresseurs d'air : 55 kWe chacun 3 compresseurs d'air centrales de nettoyage : 2kWe chacun 2 compresseurs d'air mobiles : 3 kWe chacun groupes de réfrigération : 180 kWe au total Puissance absorbée totale = 412 kWe
2925	D	Atelier de charge d'accumulateurs	8 chargeurs de batterie : 4 kVA au total 1 onduleur (local TGBT) : 100 kVA 25 onduleurs pour micro-ordinateurs : 0,8 kVA chacun Puissance absorbée totale = 124 kVA

A (autorisation), D (déclaration)

2 PRESENTATION DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES PRIS EN COMPTE

2.1 *Arrêté ministériel du 3 août 2010*

L'arrêté du 3 août 2010 modifie l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux.

Ce texte résulte :

- de l'engagement n° 262 du Grenelle qui invite à une meilleure information et transparence sur les installations d'incinération. Cet engagement a été complété par l'engagement n° 265 relatif à l'amélioration de l'évaluation de l'impact environnemental et sanitaire des différents modes de gestion des déchets.
- de dispositions communautaires notamment de la directive 2000/76/CE relative à l'incinération des déchets et de la directive 2008/98/CE relative aux déchets.

Pour les installations d'ores et déjà en fonctionnement comme celle d'ECONOTRE, un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires doit prescrire :

- la mesure en semi-continu des dioxines et furannes avant le 1er juillet 2014 ;
- la mesure en continu de l'ammoniac avant le 1er juillet 2014 ;
- des valeurs limites à l'émissions sur les flux de polluants dans les rejets gazeux avant le 1er juillet 2011. Pour ECONOTRE, l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 fixait déjà de telles limites ;
- des valeurs limites pour l'indisponibilité des appareils de mesure ;
- la mesure de la performance énergétique des incinérateurs de déchets non dangereux et annuellement du pouvoir calorifique inférieur des déchets.

Cependant, la mesure en continu de l'ammoniac n'est opposable qu'aux installations mettant en œuvre un dispositif de dénitrification des fumées par injection de réactifs azotés (traitement SNCR ou SCR). Le dispositif de traitement des fumées de l'usine ECONOTRE ne comporte pas d'injection de réactifs azotés.

2.2 *Décret n°2010-369 du 13 avril 2010*

Le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 a considérablement modifié la nomenclature des installations classées.

Désormais, le classement administratif des activités de traitement des déchets s'effectue non plus en fonction de la provenance des déchets, mais en fonction de nature et de la dangerosité du déchet, et avec l'importance des dangers et inconvénients que génèrent le procédé industriel de traitement mis en œuvre.

Le décret a supprimé les anciennes rubriques (à 3 chiffres) de la nomenclature des installations classées et les activités correspondantes ont été re-codifiées sur de nouveaux numéros à 4 chiffres (27xx).

2.3 Arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux

Ce texte abroge la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers d'incinération de résidus urbains et définit de nouvelles règles sur la valorisation des mâchefers d'incinération d'ordures ménagères (MIOM) en technique routière. Cet arrêté modifie notamment :

- la liste des paramètres à analyser ;
- les seuils d'acceptabilité en technique routière ;
- le contrôle de conformité ;
- les règles relatives à la traçabilité ;
- la mise en œuvre des MIOM.

2.4 Autres évolutions réglementaires

L'exploitant a indiqué que le volume annuel de l'activité de distribution de carburants était inférieur à 100 m³. Cette activité n'est donc plus classée suite à la création de la rubrique 1435 par le décret 2010-367 du 13 avril 2010.

Enfin, depuis le décret n° 2010-1700 du 30/12/10 modifiant la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, les installations de compression et de réfrigération du site ne sont plus soumises à la rubrique 2920.

2.5 Action nationale recherche des substances dangereuses dans l'eau (RSDE)

L'objectif principal visé par cette action est d'aboutir dans les prochaines années à des réductions significatives, voire à des suppressions, des émissions des substances dangereuses (identifiées par la Directive Cadre sur l'eau (DCE) dans ses annexes IX et X), provenant des installations classées vers le milieu aquatique.

Après analyse des résultats de la campagne de surveillance initiale (rapport de l'exploitant du 15 mars 2011), seules les mesures des paramètres suivants nécessitent d'être conservées en surveillance pérenne :

- cadmium,
- cuivre,
- zinc.

La surveillance pérenne prévue dans le cadre de la poursuite de l'action RSDE correspond à la réalisation de contrôle trimestriel par un laboratoire d'analyse agréé pour la matrice « Eaux Résiduelles » et des limites de détection à atteindre pour chaque substance à analyser.

Ces 3 substances font déjà l'objet d'une surveillance par le biais des prescriptions associées à l'arrêté d'exploitation du 29 avril 2005 qui imposent pour ces polluants un contrôle mensuel par un organisme agréé.

L'Inspection des installations classées propose donc de modifier les prescriptions relatives applicables à ce site, l'annexe II de l'arrêté du 29 avril 2005, pour préciser les conditions (atteinte des seuils de détection) dans lesquelles doivent être réalisées les analyses des rejets aqueux du site (point n°1) pour les paramètres cadmium, cuivre et zinc.

3 CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu des évolutions réglementaires récentes en matière de gestion des déchets, les activités d'ECONOTRE situées sur le territoire de la commune de BESSIERES relèvent désormais de la législation des installations classées pour les nouvelles rubriques selon le tableau de classement ci-dessous.

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2771	<p>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incinération des ordures ménagères et autres résidus urbains • Incinération de déchets industriels non dangereux • Installations de broyage et de déferrailage des mâchefers produits par les 2 fours d'incinération d'ECONOTRE 	<p>Capacité annuelle totale : 170.000 t/an*,</p> <ul style="list-style-type: none"> • Four n°1 : Capacité nominale = 11,4 t/h PCI moyen = 9628 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale Pth = 30,5 MW • Four n°2 : Capacité nominale = 11,4 t/h PCI moyen = 9628 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale Pth = 30,5 MW <p>Total : Puissance thermique nominale : 61 MW Capacité horaire : 22,8 t/h</p> <ul style="list-style-type: none"> • traitement des mâchefers <ul style="list-style-type: none"> - Installation de broyage des mâchefers : puissance = 300 kW - Déferrailage des mâchefers : surface de stockage des métaux = 50 m² soit 200 tonnes maximum - Centre de traitement et parc de maturation de mâchefer liés au fonctionnement de l'unité d'incinération : surface = 4700 m², capacité de stockage maximal = 22 000 t/an 	A
1412-2b	<p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t</p>	<p>Citerne de gaz d'alimentation des brûleurs d'appoint des fours d'incinération :</p> <p>31 tonnes de propane stocké</p>	D

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
1715-2	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001 . La valeur de Q est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10^4	4 sources radioactives scellées de carbone 14 pour une activité totale de 15 MBq, soit un Q égal à 1.5.	D
2714- 1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ <ul style="list-style-type: none"> Centre de tri de déchets industriels et commerciaux banals et encombrants et de produits issus de collecte sélective auprès des ménages 	Chaîne de tri de 30000 t/an** <ul style="list-style-type: none"> Plastiques triés sur le centre de tri-conditionnement : stockage maximal des déchets en attente de conditionnement : volume de stockage = 300 m³, soit 6 tonnes stockage maximal des déchets triés : volume de stockage = 180 m³, soit 165 tonnes Papier cartons, Tétabrik triés sur le centre de tri-conditionnement stockage maximal des déchets en attente de conditionnement : volume de stockage = 600 m³, soit 125 tonnes stockage maximal des déchets triés : volume de stockage = 865 m³, soit 375 tonnes 	A
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inerte à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant <ul style="list-style-type: none"> Station de tri/transit de déchets industriels non dangereux Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains. 	<ul style="list-style-type: none"> Chaîne de tri de 30000 t/an**, dont 5000 t/an maximum de déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages et plateforme d'encombrants volume maximal de déchets non triés présent sur le site : 3 400 m³ Évacuation des ordures ménagères et des DIB lors des périodes d'arrêt volume du transit : 7650 m³ 	A
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités	Métaux triés sur le centre de tri-conditionnement : surface de stockage des métaux = 100 m ² soit	D

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
	et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1000 m ² • Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et alliages	50 tonnes de balles d'aluminium triées maximum et 5 tonnes d'aluminium triées en vrac en attente de conditionnement ou 75 tonnes de cubes ferrailles triées maximum et 1 tonne de ferrailles en vrac en attente de conditionnement	
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	<ul style="list-style-type: none"> • 8 chargeurs de batterie : 4 kVA au total • 1 onduleur (local TGBT) : 100 kVA • 25 onduleurs pour micro-ordinateurs : 0,8 kVA chacun Puissance absorbée totale = 124 kVA	D
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant inférieur à 100 m ³ mais inférieur ou égal à 3 500 m ³ :	Installation de remplissage des réservoirs des engins d'exploitation fonctionnant au fioul : volume annuel équivalent distribué = 15 m ³	NC
2564-3	Nettoyage, dégraissage, décapage de surface par procédés utilisant des liquides organohalogénés ou solvants organiques	Fontaine à solvant (sans solvant à phrase de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 ou halogéné étiqueté R 40 utilisés dans une machine non fermée) de dégraissage de pièces métalliques de 120 litres	NC
2920	Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieure à 10 ⁵ Pa, ne comprimant pas des fluides inflammables ni toxiques	Utilisation de compresseurs d'air et de groupes de réfrigération	NC

* l'unité n'incinère que des déchets non dangereux.

** la capacité de 30 000 tonnes par an est commune aux activités liées aux rubriques 2713, 2714 et 2716

A (autorisation), D (déclaration), NC (non classé).

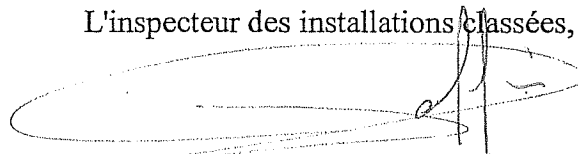
Compte tenu, également des nouvelles exigences réglementaires impactant le domaine de l'incinération des déchets non dangereux au travers des arrêtés ministériels du 3 août 2010 et du 18 novembre 2011, l'Inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de la Haute-Garonne de modifier les prescriptions applicables à l'unité d'incinération d'ECONOTRE.

Le projet d'arrêté, joint au présent rapport, transpose donc cet arrêté du 3 août 2010 et propose notamment la mesure en semi-continu des dioxines et furannes, la mesure de la performance énergétique, et fixe des durées maximales d'indisponibilité des appareils de mesure.

Il remplace aussi les références à la circulaire du 9 mai 1994 relative à l'élimination des mâchefers par de nouvelles renvoyant à l'arrêté du 18 novembre 2011 qui sera en vigueur à partir du 1er juillet 2012.

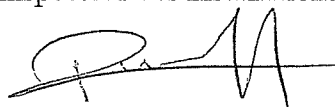
Ce texte devra être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques conformément aux dispositions de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement.

L'inspecteur des installations classées,



Yann DEFFIN

Vérifié, et validé le 7 juin 2012
L'inspecteur des installations classées,



Romain RUSCH

PJ : un projet d'arrêté complémentaire

